




**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-32
Séance du 5 mai 2022 à 18 heures 30**

Envoyé en préfecture le 13/05/2022
Reçu en préfecture le 13/05/2022
Affiché le 
ID : 034-213401342-20220505-2022_32-DE

L'an deux mille vingt-deux, le cinq mai à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Sylvain Deyrat, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Paloma Pervent, Fanny Suau, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Élodie Joannot pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Frédéric Aldon, Mme Romane Palau pouvoir à M. Michel Perez, M. Filipe Serra pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à M. Philippe Lenoir, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Berard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 15

Procurations : 6

Absents : 2

Votants : 21

Date de convocation et affichage

29 avril 2022

Objet : Mise à jour du règlement de fonctionnement de la crèche

M. le maire donne la parole à M. Michel PEREZ, adjoint délégué à l'enfance et jeunesse, qui présente la proposition de mise à jour du règlement de fonctionnement de la crèche. Il précise que, depuis août 2021, il y a eu des évolutions qui sont présentées dans le tableau en annexe.

La modification de la capacité d'accueil de la crèche, délibération n°2022-03 et la désignation d'un référent santé et accueil inclusif, délibération n° 2022-04 sont intégrés dans le nouveau règlement de fonctionnement de la crèche qu'il convient de mettre à jour.

Ces évolutions sont nécessaires réglementairement afin de répondre aux demandes de nos partenaires DPMIS et CAF/MSA.

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité :

- accepte la mise à jour du règlement telle que présentée,
- précise que cette évolution s'applique à compter de l'année 2022,
- donne pouvoir à M. le maire de signer toutes pièces nécessaires à son application.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 5 mai 2022
Roger CAIZERGUES
maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

nomenclature : 8.2.5

DETAIL MODIFICATIONS REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT EAJE LAVERUNE

Version antérieure	Version 2022
<p><u>MODULATION DES CAPACITES D'ACCUEIL</u></p> <p>Conformément à l'article R.2324-20 du code de la santé publique, compte tenu des variations prévisibles des besoins d'accueil, la capacité d'accueil est modulée comme suit :</p> <p><u>Les lundis, mardis, jeudis et vendredis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 7h30 à 8h00 : 2 places • 8h00 à 8h30 : 14 places • 8h30 à 9h00 : 22 places • 9h00 à 12h00 : 25 places • 12h00 à 14h00 : 23 places • 14h00 à 16h30 : 25 places • 16h30 à 17h00 : 22 places • 17h00 à 18h00 : 14 places • 18h00 à 18h30 : 4 places <p><u>Les mercredis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 7h30 à 8h00 : 2 places • 8h00 à 8h30 : 4 places • 8h30 à 9h00 : 7 places • 9h00 à 16h30 : 13 places • 16h30 à 17h30 : 7 places • 17h30 à 18h30 : 4 places <p>Conformément à l'article R.2324-27 du code de la santé publique, les enfants peuvent être accueillis en surnombre certains jours de la semaine à hauteur de 15% autorisé, à condition que la moyenne hebdomadaire du taux d'occupation n'excède pas 100% de la capacité d'accueil maximale et sous réserve, d'une part, que les conditions d'accueil garantissent la santé, la sécurité, le bien-être et le développement des enfants et, d'autre part, que les taux d'encadrement des enfants soient respectés.</p>	<p><u>MODULATION DES CAPACITES D'ACCUEIL</u></p> <p>Conformément à l'article R.2324-20 du code de la santé publique, compte tenu des variations prévisibles des besoins d'accueil, la capacité d'accueil est modulée comme suit :</p> <p><u>Les lundis, mardis, jeudis et vendredis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 7h30 à 8h00 : 2 places • 8h00 à 8h30 : 13 places • 8h30 à 9h00 : 21 places • 9h00 à 12h00 : 24 places • 12h00 à 14h00 : 23 places • 14h00 à 16h30 : 24 places • 16h30 à 17h00 : 21 places • 17h00 à 18h00 : 13 places • 18h00 à 18h30 : 4 places <p><u>Les mercredis :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 7h30 à 8h00 : 2 places • 8h00 à 8h30 : 4 places • 8h30 à 9h00 : 7 places • 9h00 à 16h30 : 13 places • 16h30 à 17h30 : 7 places • 17h30 à 18h30 : 4 places <p>Conformément à l'article R.2324-27 du code de la santé publique, les enfants peuvent être accueillis en surnombre certains jours de la semaine à hauteur de 15% autorisé, à condition que la moyenne hebdomadaire du taux d'occupation n'excède pas 100% de la capacité d'accueil maximale et sous réserve, d'une part, que les conditions d'accueil garantissent la santé, la sécurité, le bien-être et le développement des enfants et, d'autre part, que les taux d'encadrement des enfants soient respectés.</p>
<p><u>1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT</u></p> <p>Il s'agit d'un établissement qui propose différents types d'accueil en structure collective :</p> <p><u>Accueil régulier</u> : pour les enfants de 10 semaines à 3 ans (ou plus si l'école n'a pas pu les accueillir en cours d'année) : Les enfants sont connus et inscrits dans la structure : un contrat d'accueil est établi avec les parents.</p> <p><u>Accueil occasionnel</u> : pour les enfants de 12 mois à 3 ans (ou plus si l'école n'a pas pu les accueillir en cours d'année) : Les enfants sont connus et inscrits dans la structure d'accueils. L'accueil est d'une durée limitée et ne se</p>	<p><u>1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT</u></p> <p>Il s'agit d'un établissement de catégorie « petite crèche » conformément au décret n° 2021-1131 du 30 août 2021, article R.2324-46. Cette structure collective propose différents types d'accueil :</p> <p><u>Accueil régulier</u> : pour les enfants de 10 semaines à 3 ans (ou plus si l'école n'a pas pu les accueillir en cours d'année) : Les enfants sont connus et inscrits dans la structure : un contrat d'accueil est établi avec les parents.</p> <p><u>Accueil occasionnel</u> : pour les enfants de 12 mois à 3 ans (ou plus si l'école n'a pas pu les accueillir en cours d'année) : Les enfants sont connus et inscrits dans la structure d'accueils. L'accueil est d'une durée limitée et ne se</p>

renouvèle pas à un rythme régulier dans la semaine, le mois ou l'année. La réservation est ponctuelle. L'accueil occasionnel se fait en fonction des disponibilités de la structure et en lien avec la direction de celle-ci.

Accueil exceptionnel ou de type d'urgence : pour les enfants de 10 semaines à 3 ans (ou plus si l'école n'a pas pu les accueillir en cours d'année) : Les enfants ne sont pas connus du service. L'accueil d'urgence renvoie à la notion de famille en situation d'urgence sociale ou à la notion de demandes faites dans l'urgence. L'accueil d'urgence se fait après orientation expresse des services sociaux.

Capacité d'accueil :

La capacité totale d'accueil est de 25 places, réparties comme suit :

Accueil régulier

- 23 places (en équivalent temps plein) : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 7h30 à 18h30
- 2 places (en équivalent temps plein) : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
- 13 places (en équivalent temps plein) le mercredi de 7h30 à 18h30

Accueil occasionnel

Places en fonction des créneaux laissés libres par l'accueil régulier. Les enfants y sont accueillis pour un minimum de 2h00 consécutives.

Chaque année, selon les besoins exprimés par les familles, les places d'accueil occasionnel pourront être utilisées en accueil régulier et inversement.

Assurance : MAIF - 200 avenue Salvador Allende
 79038 Niort cedex 9
 N° de police : 3992632T

En cas d'accident, une déclaration sera transmise à la Mairie et aux services de P.M.I.

Le personnel

Le ratio d'encadrement est de 1 employée pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 employée pour 8 enfants qui marchent.

La directrice et son adjointe

La directrice est une puéricultrice diplômée d'Etat. Elle est responsable de la direction et de l'animation de l'équipe, sous l'autorité du maire. Elle garantit un

renouvèle pas à un rythme régulier dans la semaine, le mois ou l'année. La réservation est ponctuelle. L'accueil occasionnel se fait en fonction des disponibilités de la structure et en lien avec la direction de celle-ci.

Accueil exceptionnel ou de type d'urgence : pour les enfants de 10 semaines à 3 ans (ou plus si l'école n'a pas pu les accueillir en cours d'année) : Les enfants ne sont pas connus du service. L'accueil d'urgence renvoie à la notion de famille en situation d'urgence sociale ou à la notion de demandes faites dans l'urgence. L'accueil d'urgence se fait après orientation expresse des services sociaux.

Capacité d'accueil :

La capacité totale d'accueil est de **24 places**, réparties comme suit :

Accueil régulier

- 23 places (en équivalent temps plein) : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 7h30 à 18h30
- **1 place** (en équivalent temps plein) : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
- 13 places (en équivalent temps plein) le mercredi de 7h30 à 18h30

Accueil occasionnel

Places en fonction des créneaux laissés libres par l'accueil régulier. Les enfants y sont accueillis pour un minimum de 2h00 consécutives.

Chaque année, selon les besoins exprimés par les familles, les places d'accueil occasionnel pourront être utilisées en accueil régulier et inversement.

Assurance : GROUPAMA MEDITERRANEE
24 Parc du Golf – BP 10359 – 13799 Aix-en-Provence
Cedex 3
N° souscripteur : 02112196Y

En cas d'accident, une déclaration sera transmise à la Mairie et aux services de P.M.I.

Le personnel

Le ratio d'encadrement est d'un professionnel pour 6 enfants.
(Art. R.23.24-29)
Décret n°2021-1131 du 30 août 2021

La directrice et son adjointe

La directrice est une éducatrice de jeunes enfants diplômée d'Etat ou une puéricultrice diplômée d'Etat. Elle est responsable de la direction et de l'animation de

accueil de qualité des enfants confiés et des familles, par une prise en compte de tous leurs besoins. Elle est chargée de l'application du présent règlement, de la gestion administrative et comptable de l'établissement.

La directrice et son adjointe (éducatrice de jeunes enfants) sont présentes, à tour de rôle, sur toute l'amplitude horaire d'ouverture de la crèche.

En cas d'absence courte ou impondérable de la directrice, l'adjointe assume la responsabilité de l'encadrement de la structure et peut être sollicitée pour des astreintes téléphoniques. Elle prend aussi le relais de la directrice dans ses missions de gestion administratives et comptables de l'établissement.

Le médecin de l'établissement

Selon l'article R.2324-39 du décret du 07/06/2010 :

- Il assure les actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel.
- Il veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie, ou d'autres situations dangereuses pour la santé.
- Il organise les conditions du recours aux services d'aide médicale d'urgence.
- Il donne son avis, en présence des parents et de la directrice, lors de l'admission d'un enfant, après examen médical. Ensuite, à raison de 2 demi-journées par mois, il assure, en présence de la directrice, le suivi préventif des enfants accueillis, et veille à leur bon développement et à leur adaptation dans la structure, en liaison avec le médecin de famille. Les familles sont informées des dates de ces visites bimensuelles par un billet d'information distribué nominativement dans les casiers des enfants qui demande notamment de bien vouloir apporter le carnet de santé, afin de mettre à jour le dossier médical (vaccinations, examens de santé obligatoires...).
- Il veille à l'intégration des enfants présentant un handicap, une affection chronique, ou un problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière. Il met en place le cas échéant, un projet d'accueil individualisé (PAI).
- Il est employé par la mairie, en tant que vacataire.

l'équipe, sous l'autorité de la directrice, de qualité des enfants confiés et des familles, par une prise en compte de tous leurs besoins. Elle est chargée de l'application du présent règlement, de la gestion administrative et comptable de l'établissement.

La directrice et son adjointe (auxiliaire de puériculture ou une éducatrice de jeunes enfants) sont présentes, à tour de rôle, sur toute l'amplitude horaire d'ouverture de la crèche. En cas d'absence courte ou impondérable de la directrice, l'adjointe assume la responsabilité de l'encadrement de la structure et peut être sollicitée pour des astreintes téléphoniques. Elle prend aussi le relais de la directrice dans ses missions de gestion administratives et comptables de l'établissement.



Article R.2324-33 du CSP

Articles R.2324-34 à R.2324-35 du CSP

Référent « Santé et Accueil inclusif » :

Suite au décret N°2021-1131 du 30 août 2021, Mme Viala Seibt, coordinatrice petite enfance, enfance, jeunesse, éducation et culture, titulaire du diplôme d'état de puériculture assure la fonction de référent « Santé et Accueil inclusif ». Selon les modalités minimales édictées dans ce décret, elle assure 20 heures annuelles, dont 4 heures par trimestre d'intervention sur site.

Ses missions sont les suivantes :

1. **Inform, sensibiliser et conseiller la direction et l'équipe** de l'établissement ou du service en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique ;
2. **Présenter et expliquer aux professionnels** chargés de l'encadrement des enfants les protocoles prévus au II de l'article R. 2324-30 ;
3. **Apporter son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être, au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins** dans l'établissement ou le service ;
4. **Veiller à la mise en place de toutes mesures nécessaires à l'accueil inclusif des enfants en situation de handicap, vivant avec une affection chronique, ou présentant tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière ;**
5. **Pour un enfant dont l'état de santé le nécessite, aider et accompagner l'équipe** de l'établissement ou du service dans la compréhension et la mise en œuvre d'un projet d'accueil individualisé élaboré par le médecin traitant de l'enfant en accord avec sa famille ;
6. **Assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé** auprès des professionnels, notamment en matière de recommandations nutritionnelles, d'activités physiques, de sommeil, d'exposition aux écrans

Calcul des tarifs :

L'origine des ressources prises en compte :

- Pour les familles allocataires : base de données allocataires de la Caf au titre des revenus N-2.
- Pour les familles non allocataires ou lorsqu'il n'est pas possible d'obtenir les revenus par la consultation de la base de données allocataires de la Caf : revenus perçus au cours de l'année N-2 (avis d'imposition ou bulletin de salaire à fournir)

CONDITIONS D'ADMISSION :

Conformément aux articles L114-1 et L114-2 du CASF et article R2324-17 du CSP, les enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière peuvent accéder à une place d'accueil.

et de santé

que les titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux puissent être associés à ces actions ;

7. **Contribuer, dans le cadre du dispositif départemental de traitement des informations préoccupantes** mentionné à l'article L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles, en coordination avec la directrice de l'établissement, au **repérage des enfants en danger ou en risque de l'être et à l'information** de la direction et des professionnels **sur les conduites à tenir dans ces situations** ;
8. **Contribuer**, en concertation avec la directrice de l'établissement, à **l'établissement des protocoles annexés au règlement de fonctionnement prévus au II de l'article R. 2324-30 du présent code**, et veiller à leur bonne compréhension par l'équipe ;
9. **Procéder, lorsqu'il l'estime nécessaire** pour l'exercice de ses missions et **avec l'accord des titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux, à son initiative ou à la demande de la directrice de l'établissement, à une observation de l'enfant afin d'envisager si nécessaire une orientation médicale**



Articles R.2324-38 du CSP



Articles R.2324-39 du CSP



Articles R.2324-40 du CSP

Cf. guide « Le rôle du référent santé et accueil inclusif »

6.2 Pièces justificatives à fournir pour le dossier d'admission

Concernant les éléments financiers :

Pour les familles allocataires de la Caf : **une copie d'écran Cdap, datée, avec le numéro allocataire, les ressources et la composition de la famille,**

Pour les familles non allocataires ou n'autorisant pas la consultation de leurs ressources sur Cdap : les ressources N-2.

10. **Consultation des données allocataires par le partenaire (Cdap) et également par le partenaire MSA avec un téléservice**

Afin de recueillir les éléments nécessaires au calcul de la tarification, le gestionnaire peut consulter le dossier allocataire de la famille. Les parents doivent donner expressément leur accord au gestionnaire. A savoir : le gestionnaire n'a accès à aucune autre information du dossier allocataire.

11. **Enquête Filoue**

Les parents sont informés que le gestionnaire transmet à la Caisse nationale d'allocations familiales, sauf opposition expresse des familles, des données à caractère personnel, qui

seront ensuite l'enquête Filoue. L'exploitation statistique de ces données vise à connaître le profil des familles accueillies dans les Eaje afin d'évaluer et d'améliorer les actions de la politique d'action sociale menée en petite enfance.

12. Inclusion handicap

La Caf octroie des moyens financiers supplémentaires aux Eaje accueillant des enfants porteurs d'un handicap ou atteints d'une maladie chronique si les parents peuvent justifier de la perception de l'Allocation d'éducation d'enfant handicapé (Aeeh) ou du suivi, par l'enfant, d'un parcours de diagnostic précoce.

Concernant l'enfant : **point nouveau**

Le certificat médical daté de moins de 2 mois attestant de l'absence de toute contre-indication à l'accueil en collectivité (remis au plus tard dans les 15 jours suivant l'admission),

Le justificatif, pour les enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection chronique, de : perception de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh), ou intégration dans un parcours de diagnostic précoce (formulaire de « validation de l'entrée de l'enfant dans le parcours bilan/intervention précoce » délivré par la plateforme départementale de coordination et d'orientation), ou prise en charge régulière par un Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (Camps), ou notification de la MdpH vers une prise en charge en service d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad) ou en service d'accompagnement familial et d'éducation précoce (Safep), ou attestation médicale, délivrée par un centre hospitalier ou le médecin de PMI, précisant que l'enfant nécessite une prise en charge globale thérapeutique, éducative ou rééducative compte tenu d'un développement inhabituel des acquisitions psychomotrices ou du diagnostic d'une pathologie ou d'une atteinte sensitive ou motrice grave.